

Le patron, l'État et les Syndicats coalisés ont détruit la lutte des ouvriers de GEC-ALSTHOM

Le capital et ses organes d'information tirent définitivement le rideau sur cette grève exemplaire : ils travaillent tous activement à la tromperie électorale. A l'inverse, pour tous les prolétaires combattifs l'heure d'en dresser un bilan lucide et exhaustif est arrivée.

Après la reprise du travail à **Belfort/Bourogne** et dans tous les sites touchés par la grève de la fin de l'année dernière, le bilan pour les travailleurs combattifs est amer.

A **Bourogne**, où le mouvement a commencé, et dans les usines de **Belfort** les ouvriers qui se sont battus **vont perdre entre 15 et 20 jours de salaire.**

Compte tenu des faibles augmentations accordées par la Direction, **il faudra des longs mois, voire des années, pour rattraper la perte de salaire :**

- Près de **neuf mois** pour l'ouvrier qui touche un salaire mensuel de 7.000 Francs bruts, ce qui est le cas de la majeure partie des jeunes travailleurs en CDD de l'usine de **Bourogne** qui ont courageusement initié le combat;
- Près de **deux ans** pour la majorité des autres salariés grévistes.

Sur le plan des revendications visant à la défense de l'emploi, après la **simple promesse** de la Direction de transformer 173 CDD (contrat à durée déterminée) en CDI (contrat à durée indéterminée), quelques dizaines de travailleurs en CDD demeureront dans tous les cas de figure dans la fragile situation contractuelle actuelle.

De plus, les titularisations éventuelles, la Direction de l'entreprise les fait payer tout de suite à une centaine de salariés qui doivent partir en préretraite progressive avec leur salaire mutilé de 10 à 20 % selon les cas. Quand on connaît le niveau dérisoire du salaire ouvrier moyen à GEC-ALSTHOM, on peut considérer que même cette petite victoire, si elle se traduit dans les faits, est **trop cher payée.**

Les Syndicats ont préparé, puis cautionné, ce tour de passe-passe de la Direction en introduisant dans les revendications de la grève le principe de l'échange de départs en préretraite contre l'engagement patronal de procéder à des nouvelles embauches.

Une fois encore, les balivernes du « **partage du travail** » ont frappé les exploités. Cette « *théorie* » voudrait que les travailleurs plus anciens, pour faire place aux jeunes, quittent leur poste de travail avant d'avoir atteint l'âge légal du départ à la retraite, et ce au prix d'une amputation substantielle de leur rémunération.

Le principe du « *partage du travail* », mis en pratique ici et là par patrons et Syndicats, s'est révélé à l'usage parfaitement erroné, totalement inapte à favoriser la résorption du chômage des jeunes prolétaires.

Le « *partage du travail* » est un outil de division de la classe exploitée.

Quant à l'égalité de traitement hommes/femmes, il n'en est plus question que sous la forme d'une aumône de 200 Francs supplémentaires par mois pour une petite centaine de travailleuses.

Au total, on est donc aujourd'hui très loin des objectifs claironnés tout au long du conflit par les frères ennemis syndicaux C.F.D.T., C.G.T. et F.O. Ceux-ci, après avoir fait mine de montrer leurs muscles, clamé qu'ils ne céderaient jamais sur les revendications, se sont dégonflés pour appeler les prolétaires en lutte à « *accepter les avancées obtenues* » (C.F.D.T.), « *continuer la lutte sous d'autres formes* » (C.G.T.), ou encore à « *préserver l'unité syndicale* » (F.O.), c'est-à-dire, en somme, à reprendre le travail pour sauver leur union de saboteurs professionnels.

Derrière toutes ces justifications bidon, il s'est agît pour **les Syndicats** de masquer le fait qu'ils **ont bradé la lutte exemplaire des ouvriers de GEC-ALSTHOM**. Une lutte qui les a surpris, dont ils ne voulaient pas qu'elle démarre ainsi, qui a commencé sans eux, qu'ils ont très vite encadré avec l'aide de l'État et de la Direction de l'entreprise, pour mieux la museler et dévitaliser.

Les Syndicats ont exploité le combat généreux de milliers d'ouvriers de GEC-ALSTHOM pour gagner en crédibilité et en autorité dans leurs relations institutionnelles particulières avec la Direction.

Fortes de leur prérogative générale exclusive (dûment fixée par les Lois de la République) de représenter les salariés auprès des Directions des entreprises et de l'État - dont, du reste, elles constituent un rouage essentiel au maintien de la paix entre les classes de la société -, les organisations syndicales ont, durant la grève à GEC-ALSTHOM, abondamment puisé leurs outils anti-ouvriers dans le grand magasin de la démocratie bourgeoise. Le dispositif privilégié de dévoiement de la lutte a été, une fois de plus et comme à **AIR FRANCE** au printemps 1994, le référendum.

Cependant, l'oeuvre de mise au pas de la lutte des travailleurs de GEC-ALSTHOM a débuté par l'apparente mise en avant par les Syndicats de la **revendication démagogique** de « **1.500 Francs pour tous** ». Loin de nous, bien sûr, l'idée que les salariés n'auraient pas besoin de 1.500 Francs supplémentaires par mois, voire même de 2.000, 3.000 ou encore davantage, car, **l'exploitation n'a pas de « juste prix », parce que, pour nous, toute exploitation est intrinsèquement injuste.**

Les Syndicats, durant la phase ascendante de la grève, se sont bien gardés de mesurer précisément l'état des rapports de forces entre prolétaires en lutte et patron, afin de distinguer ce qui était réellement possible d'obtenir par la lutte décidée, de ce qui ne l'était pas ; et ce, car ils étaient trop occupés à tenter de reprendre le contrôle du mouvement par des manoeuvres incantatrices. Or, malheureusement, aujourd'hui la preuve est faite que, à aucun moment, la mobilisation des travailleurs de GEC-ALSTHOM n'a atteint l'ampleur et l'intensité nécessaires pour rendre possible la conquête d'une augmentation générale des salaires de l'ordre de 1.500 Francs par mois.

En Mai '68, malgré la présence de la grève générale, le prolétariat n'avait pas obtenu des augmentations de salaire d'une ampleur comparable aux « 1.500 Francs pour tous » actuels. Avancer des objectifs velléitaires eu égard aux rapports de forces réels provoque, à la longue, des effets contraires à ceux qui étaient affichés et souhaités dans un premier temps : à la « galvanisation des troupes » succède la démoralisation, à la mobilisation suit inéluctablement la démobilisation.

En effet, si l'on prend la peine de regarder de plus près, on s'aperçoit que, en réalité, même au simple niveau des usines de GEC-ALSTHOM touchées par le mouvement, d'une part les Syndicats se sont bien gardés de mener les négociations avec les Directions de site respectives sur la base de ce mot d'ordre et, d'autre part, que, au final, ils ont bel et bien accepté de mettre fin aux agitations ouvrières pour 700 Francs d'augmentation ici, 500 Francs là... jusqu'au comble du ridicule des 50 Francs mensuels supplémentaires pour les salariés de l'usine du **Petit-Quevilly**.

En outre et comme d'habitude, les Syndicats n'ont rien fait pour que la force ouvrière s'amplifie vraiment et s'unifie, afin d'opposer au patron et à l'État un véritable front commun des travailleurs en lutte. La preuve en est que jamais ils n'ont oeuvré pour parvenir à la fusion concrète des revendications exprimées par les différentes usines, à la coordination et à la centralisation effectives des formes de lutte comme des négociations avec le patron et à la généralisation réelle du conflit de classe.

A Bourogne et à Belfort, les Syndicats ont incité les ouvriers, dès le début de la grève, à rentrer chez eux, ils ont permis aux éléments de la Sécurité de pouvoir circuler dans les usines occupées, ils ont monopolisé les démarches visant à généraliser la lutte et ont confisqué aux ouvriers l'assemblée générale souveraine. Tous les jours ils convoquaient les travailleurs aux portes de site de Belfort pour écouter les représentants officiels de la « *Coordination* » syndicale parler, parler, encore parler...

Pour encore mieux faire ils ont laissé agir dans le mouvement la gangrène de la démocratie bourgeoise : le référendum, c'est-à-dire le vote à bulletin secret de tous les salariés des usines touchées par les agitations. Par son biais il a été possible à patron, État et Syndicats de noyer la volonté et la détermination des travailleurs combattifs sous les flots des éléments démoralisés, ou pire étrangers, voire hostiles à la grève. Ici on a mis sur le même plan le cadre briseur de grève que, pour ce fait, continue de toucher son salaire, avec l'ouvrier qui paye de sa personne pour se défendre et affirmer sa dignité. Les ouvriers de l'usine de **Rouen** l'ont compris et ont réussi à empêcher la mise en oeuvre de la mascarade démocratique référendaire, quoique trop tard pour inverser le cours des choses.

Le pendant nécessaire des multiples échéances référendaires à **Belfort** et à **Bourogne** a été la mise en scène par les Syndicats d'une large solidarité de la part de « *l'opinion publique* », des médias et de différentes institutions de l'État. Tout au long de la première partie de l'affrontement de classe, des très officiels « *témoignages de solidarité* » (Mairie, Médiateur préfectoral, presse, partis, Magistrature, associations des commerçants...) sont parvenus aux grévistes... qui ne valaient pas un sou. Après coup ils se sont tous révélés de façade et illusoires. Les Syndicats, en bons maîtres de cérémonie, ont organisé ces « *soutiens* » et leur

ont donné comme débouché la grande manifestation du 19 novembre à **Belfort**... qui a eu lieu un samedi, c'est-à-dire un jour où ils ne courraient certes pas le risque de voir rejoindre la grève des travailleurs d'autres entreprises de la région. Cette manifestation de 7.000 personnes a donné encore plus l'illusion que la victoire était proche, illusion vite enlevée lorsque, le surlendemain, à l'appel de la C.G.T., une grève mal préparée et de pure réclame syndicale, échoue à l'usine PEUGEOT de **Sochaux**.

La seule solidarité qui vaille, c'est la solidarité ouvrière qui s'exprime dans les usines, par la grève. Celle-ci est la seule solidarité dont les prolétaires en lutte ont besoin pour faire reculer le patronat et son État.

A partir de ce moment les Syndicats commencent à intensifier les négociations avec le Médiateur et préparent activement le démantèlement de la lutte. Les ouvriers en grève sont de plus en plus isolés et, le 22 novembre, après avoir « *perdu* » l'énième référendum, se retrouvent seulement à 400 dans la rue face à une forte manifestation pour la reprise du travail montée par les cadres et la Direction. Les Syndicats font, alors, preuve d'un étonnant sens de la modération et invitent les travailleurs encore mobilisés à lever les piquets de grève et à reprendre le travail.

Mais si les Syndicats ont pu faire le sale boulot (cela ne nous étonne pas car il est en pleine conformité avec leur fonction) c'est parce qu'on les a laissé faire, parce que les ouvriers ne sont pas parvenus à organiser leur lutte indépendante en dehors des structures « officielles ».

L'existence d'une **initiative ouvrière** conséquente aurait pu imposer la poursuite, en priorité, d'un objectif salarial unique, proportionné aux rapports de forces donnés, valable au moins pour tous les sites de GEC-ALSTHOM en lutte, négocié avec la Direction générale du Groupe. Cette revendication, élaborée par les assemblées générales des grévistes, aurait dû être portée par une instance centrale formée pour cela par les salariés mobilisés de toutes les usines de l'entreprise.

Une fois encore, une fois de trop, la classe ouvrière sort de ce conflit battue et démoralisée. Pourtant, aujourd'hui plus que jamais, pour que la rage qui anime nombre de prolétaires ne se traduise en aveu d'impuissance, il est nécessaire qu'elle se dote d'une réflexion et d'une intelligence du combat susceptibles de bien la guider lors des épisodes futurs de la lutte de classes. Pour ce faire les prolétaires avancés doivent mener ce travail de longue haleine hors des multiples cadres politiques et syndicaux prétendument ouvriers qui leur sont « *proposés* » par la bourgeoisie et son État.

Ils devront retrouver le chemin de l'auto-organisation et de l'indépendance de classe.

C'est tout ce que nous souhaitons et c'est pour cela que nous travaillons.

- ⇒ **Élaborer des revendications à fort potentiel unificateur et proportionnées aux rapports de forces réels.**
- ⇒ **Refuser le chantage à l'emploi exercé au nom du « *partage du travail* ».**
- ⇒ **Ne jamais laisser aux Syndicats, ou à qui que ce soit d'autre, la maîtrise des luttes.**
- ⇒ **S'opposer aux fausses solidarités interclassistes et à la démocratie référendaire, pour que vivent les assemblées générales souveraines des travailleurs en lutte.**

POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIÈRE

 Demandez-nous la brochure :

« Les ouvriers de GEC-ALSTHOM se mettent en mouvement pour le salaire, contre le travail précaire et contre le commandement d'usine mais Syndicats, patron et Etat coalisés les stoppent net ». (20 pages, 5 Francs).